

D 533 EL SALVADOR: APRES LES TRES GRAVES EVENEMENTS  
DE MAI

8 mai 1979: les forces de sécurité tirent sur les manifestants du Bloc populaire révolutionnaire (BPR) rassemblés sur le parvis de la cathédrale pour soutenir l'action du commando retenant prisonniers des ambassadeurs étrangers à San Salvador. Bilan: 23 morts et 70 blessés. Le 22 mai suivant, nouvelle manifestation; nouveau carnage: 9 tués. Et depuis de nouvelles victimes sont tombés sous le coup des guérilleros ou des forces de l'ordre. L'état de siège est alors décrété.

Ces morts s'ajoutent aux 34 paysans tués par la police depuis le 27 février dernier, les 122 disparus enlevés par les forces de sécurité, sans oublier les 14 morts provoquées par les guérilleros depuis le début de l'année. La question surgit: pourquoi cette violence?

C'est à cette interrogation que répond le Conseil de l'Université d'Amérique centrale de San Salvador dans la déclaration que nous reproduisons ci-dessous intégralement. Il y est fait l'historique et donné l'explication de la situation actuelle d'El Salvador qui a atteint ces derniers temps un degré de gravité extrême.

On lira en second lieu l'intégralité des déclarations de l'archevêque de San Salvador, Mgr Romero, à la suite des événements du 8 mai. Après avoir donné son point de vue sur l'attitude du gouvernement et celle du BPR, il lance un appel à un dialogue national.

Note DIAL

1- DECLARATION DE L'UNIVERSITE D'AMERIQUE CENTRALE DE SAN SALVADOR  
(11 mai 1979)DECLARATION DU CONSEIL SUPERIEUR UNIVERSITAIRE  
DE L'UNIVERSITE D'AMERIQUE CENTRALE JOSE SIMEON CANAS SUR L'ACTUEL  
ETAT DE VIOLENCE DU PAYS

Le 8 mai, les forces de sécurité ont abattu vingt-trois personnes parmi lesquelles se trouvaient deux membres de notre communauté universitaire, les étudiants José Roberto Sarmiento et José Fidel Castro. Soixante-dix autres personnes ont été gravement blessées. Il était ainsi réprimé de façon violente et sanglante une manifestation pour réclamer la libération de cinq personnes arrêtées à l'occasion du 1er mai. Mais cet événement sanglant est le point culminant d'un processus antérieur et qui revêt des caractéristiques propres depuis l'abrogation de la loi de défense et de garantie de l'ordre public.

Depuis le 27 février dernier, en effet, date de l'abrogation, jusqu'au 5 mai, les forces de sécurité ont tué au moins trente quatre personnes. Elles ont fait disparaître, après arrestation prouvée, au moins cinquante et une personnes, pour la plupart des paysans. Il faut également rappeler

les constantes opérations militaires et poursuites en zones rurales comme Cinquera, Upatoro et environs de San Vicente et Usulután. De même revêtent une signification particulière les morts de syndicalistes et d'ouvriers à l'occasion de grèves et d'occupations d'usines. Il ne s'agit pas ici d'affrontements armés mais de répression contre des membres d'organisations populaires par les forces de sécurité ou l'organisation para militaire ORDEN (1).

Pour leur part, les groupes de guérilla ont causé quatorze morts dont six membres des forces de sécurité et quatre d'ORDEN. Trois guérilleros au moins ont été tués à l'occasion d'affrontements armés.

Ce ne sont pas là tous les tués, et ces morts ne sont pas les seules manifestations de la violence sanglante qui règne dans le pays. Mais leur nombre est la preuve suffisante que ce qui est arrivé le 8 mai n'est pas un fait purement occasionnel mais bien le résultat de certaines causes permanentes qu'il faut examiner et auxquelles il est urgent de porter remède, ainsi que de choix politiques qu'il importe de modifier. En tant qu'universitaires nous sommes aujourd'hui dans l'obligation morale d'analyser ces causes et de donner publiquement et raisonnablement notre opinion sur les solutions possibles.

#### 1- Analyse des causes de la violence

Au cours des derniers mois, trois instances internationales importantes ont procédé à un examen approfondi de l'état de violence en El Salvador et des violations des droits de l'homme dans le pays. Ce sont la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des Etats américains (2), le Département d'Etat dans son rapport au Sénat et au Congrès des Etats-Unis, et une commission parlementaire de Grande-Bretagne. Avec des différences et des nuances leurs trois rapports n'en coïncident pas moins par leur insistance sur le haut degré de violence, ce dont sont responsables en dernier ressort les structures socio-économiques injustes, avalisées par un gouvernement à faible crédibilité démocratique et soutenues par des forces de sécurité qui, loin de s'en tenir à la légalité dans l'exercice de leurs fonctions, sont les responsables directs des morts et des disparitions. Conformément aux trois rapports, de nombreux droits élémentaires, y compris celui de libre association, sont systématiquement violés dans le pays; cette violation est considérée comme la cause de la violence et comme un frein au développement économique et politique.

Sans prétendre entrer maintenant dans une analyse exhaustive de la pénible situation de violence dans laquelle se débat le pays, il convient de souligner les aspects considérés comme les plus déterminants et les plus susceptibles d'être corrigés. Sans oublier qu'ils sont tous le reflet de maux structurels, il importe de les analyser séparément:

a) On assiste avant tout à une détérioration évidente de crédibilité démocratique. On croit de moins en moins à la voie démocratique comme solution pour nos problèmes. Les fraudes graves pratiquées lors des deux derniers scrutins pour les élections présidentielles (3), le manque de respect constant envers la légalité, la faible activité des partis politiques ainsi que leur efficacité réduite et leur exclusion progressive, la prépotence des pouvoirs économiques dans la gestion de l'Etat, tous

(1) Cf. DIAL D 530 (NdT). (2) Sur ses conclusions et recommandations, cf. DIAL D 530 (NdT). (3) L'Université d'Amérique centrale a publié des études approfondies sur la fraude électorale au cours des dernières années (NdT).

ces constats ont fait perdre confiance en la voie démocratique. Les uns ont peur de la démocratie parce que sa mise en oeuvre effective supposerait des changements importants dans la gestion de l'Etat; les autres méprisent la démocratie parce que de longues années de désenchantement au cours desquelles son inviabilité a été prouvée, les en ont fait désespérer pour toujours. La confiance dans les moyens démocratiques a disparu et, surtout, le pouvoir a développé un mode d'action centré sur les postulats de la sécurité nationale en vertu desquels il n'y a pas de place pour une participation active des masses populaires.

b) Il faut ajouter à cela la répression systématique de tout ce qui regarde l'organisation des mouvements populaires. On sait, et il se confirme chaque jour, que les paysans sont systématiquement empêchés de s'organiser pour sortir de leur situation misérable et pour participer, comme il leur revient, à la marche de la nation; des opérations militaires constantes, un réseau serré d'espionnage et de délation, ainsi que des vexations systématiques dans lesquelles les membres d'ORDEN jouent un rôle de premier plan, font que l'organisation paysanne est extrêmement difficile et qu'elle est contrainte de prendre des formes qu'elle ne prendrait pas si le droit d'association était respecté. On peut dire la même chose de l'organisation syndicale, pourchassée par quelques capitalistes, et que, suite à toutes sortes de pressions dont ne sont exclus ni le licenciement ni même l'assassinat, on veut obliger à entrer dans la clandestinité pour pouvoir la réprimer impunément.

c) Tout cela se passe sur fond économique et social non seulement structurellement mauvais mais aussi conjoncturellement alourdi, de sorte qu'on voit augmenter de plus en plus le nombre de ceux qui vivent dans les pires conditions. Dans les circonstances actuelles et avec la politique en vigueur, personne ne peut prévoir la plus minime amélioration des masses dans le besoin. Cette situation désespérée de la majorité de la population du pays, à laquelle n'est offerte aucune issue ni économique ni politique, conduit à l'exaspération des classes populaires, ce qui peut mener à une explosion et ce qui, pour l'heure, les maintient en état de tension permanente. Par ailleurs, on constate une résistance évidente de la part de larges secteurs du pouvoir économique aux initiatives à peine réformistes du gouvernement et même à une remise en ordre modérée du capitalisme régnant, proposée et défendue par certains grands chefs d'industrie du pays. Quant au pouvoir militaire qui joue dans notre pays un rôle important dans la conduite des affaires de l'Etat et même dans l'administration des entreprises publiques, il ne semble pas non plus faire preuve d'unanimité pour mener une politique de fermeté dans le sens de la justice sociale et de l'ordre démocratique.

d) Face à cet ensemble de forces, des groupes ont surgi et se sont renforcés avec la violence armée comme condition nécessaire du changement social. Divisés entre eux, incapables de trouver un point commun dans l'idéologie marxiste-léniniste, ils se livrent fréquemment à des actes de violence et ne reculent pas devant l'assassinat, que ce soit d'hommes d'affaires nationaux ou étrangers ou que ce soit, plus fréquemment, de membres des forces de sécurité ou assimilés. Ils prennent parfois en main la vengeance des morts causées dans les organisations populaires. De toute façon le langage politique employé par ces groupes provoque des réactions qui bloquent le dialogue et aboutissent à des positions irréductibles.

e) Si l'on ajoute à tout cela la série des actes inconsidérés qui ne tiennent aucunement compte des répercussions qu'ils peuvent avoir, comme l'exemple significatif de ce qui s'est passé le 8 mai, nous avons un aperçu de la complexité des causes de la violence qui ravage le pays.

## 2- Quelques-unes des forces appliquées à la lutte contre l'injustice et la violence

Tout n'est pas négatif dans notre pays car il ne manque pas d'éléments positifs dans la lutte contre l'injustice comme cause essentielle de la violence.

Dans la mesure où s'exerce le droit essentiel d'association pacifique des personnes, en particulier des individus les plus faibles, il faut y voir un élément positif: le renforcement évident des organisations populaires dans les secteurs agricole et industriel est un fait prometteur. Les masses opprimées ont en elles-mêmes leur principe de libération: elles doivent être le sujet historique de leur propre salut car ce sont elles qui savent ce dont elles ont besoin et qui y ont les moyens d'y faire face. Pour des raisons multiples les masses prennent de plus en plus conscience de leurs responsabilités et elles les concrétisent dans divers types d'organisation et d'action. Le phénomène est certainement complexe et il est encore loin de la maturité nécessaire. Mais on peut, dans l'ensemble, estimer qu'il est positif et qu'il doit donc être soutenu pour qu'il parvienne à être pleinement lui-même.

Il faut également considérer comme positif le fait qu'un certain nombre de salvadoriens des couches sociales les plus diverses soient de plus en plus convaincus de la nécessité impérieuse de solutions démocratiques viables aux problèmes économiques, sociaux et politiques du pays. Persuadés que la situation est devenue intolérable et que des solutions idéales n'existent pas dans le moment actuel, nombre de personnes sont décidées à trouver une issue, certainement difficile et chargée de risques mais meilleure, en toute hypothèse, que la situation actuelle qui ne peut déboucher que sur une catastrophe.

Il convient en ce domaine de faire particulièrement mention de la position ferme adoptée par une bonne partie de l'Eglise et symbolisée par la personne de l'archevêque de San Salvador, Mgr Romero. Cette Eglise prêche inlassablement la justice et la paix; elle se dresse contre l'injustice et la violence qu'elle combat du point de vue chrétien. De même les deux universités principales du pays, l'Université d'El Salvador et la nôtre, se mettent de plus en plus au service du changement social en vue de faire disparaître la violence, tant la violence institutionnelle que la violence répressive et la violence subversive.

Telles sont quelques-unes des forces nouvelles qui sont entrées en jeu aux côtés de celles qui, depuis toujours, s'efforcent d'arracher le pays à une situation devenue quasi naturelle en raison des incapacités successives et des conflits répétés.

## 3- Principes de solution

Les difficultés de la situation ne doivent pas mener au désespoir ou au découragement. Sa complexité ne doit pas non plus nous conduire à des solutions simplistes qui ne tiendraient pas compte des conditions objectives dans lesquelles nous sommes. Les solutions doivent être recherchées et, surtout, appliquées avec l'aide de tous. Les divisions stériles ne mènent à rien dans le moment actuel. Même si les extrémismes de signe différent sont bien décidés à empêcher la recherche de solutions raisonnables, nous pensons que la majorité des salvadoriens veulent appliquer leurs efforts à tirer le pays de cet océan de sous-développement, d'injustice et de violence. Il est urgent de proposer des solutions à long,

moyen et court terme ainsi que de régler les problèmes les plus immédiats de ces jours-ci. Nous donnons ci-dessous, succinctement, les principes de solution qui nous semblent les plus importants.

### 3-1 A long terme

Il est parfaitement évident que la situation actuelle du pays est aussi déplorable, non pour des raisons conjoncturelles, intérieures ou extérieures, mais bien pour des raisons structurelles, donc permanentes. Refuser de le voir, rejeter la responsabilité de nos maux sur les seules causes conjoncturelles ou faire allusion aux causes mondiales, c'est se condamner dès le départ à ne pas trouver de réponses appropriées. Il en va de même si le diagnostic du mal et la proposition de remèdes s'appuient sur la doctrine de sécurité nationale: avec son identification pratique entre Nation, Etat et Armée, ainsi qu'avec le remplacement de la participation populaire par un verticalisme autoritaire visant au renforcement de l'ordre actuel, sans aucun changement structurel, elle ne permet pas de sortir de la crise, comme le démontre d'ailleurs la pratique nationale. L'entrée en vigueur de ce système ne se solde en fait que par l'augmentation de la répression, le manque de sécurité et la stagnation du développement.

En conséquence il faut enclencher un processus permettant de réviser démocratiquement l'ordonnement de la nation, non pas tant dans ses lois fondamentales que dans leur application concrète et dans le fonctionnement des différents mécanismes sociaux. Il y a beaucoup à revoir dans l'ordre économique, dans l'ordre social et dans l'ordre politique pour que notre pays parvienne à sortir de sa prostration et marche vers un développement dans la dignité.

Ce n'est pas le lieu ni le moment de traiter dans le détail ce problème d'envergure, mais simplement de dessiner le cadre à l'intérieur duquel il faudra trouver les solutions.

### 3-2 A moyen et à court terme

1) Il faut, avant tout et le plus tôt possible, viser à la restauration de l'état de droit. L'Etat est en situation permanente de non respect de ses devoirs et les responsables en sont ceux qui, conformément à la Constitution, devraient en être les plus fidèles exécutants.

Sans entrer ici dans l'analyse de ces déficiences, nous voudrions simplement rappeler ce que nous pensons être imprescriptible. Il faut prendre les mesures nécessaires pour que cessent toutes les actions répressives violentes à l'encontre des paysans et des ouvriers, des populations de bidonvilles, des étudiants, etc., pratiquées par les forces de sécurité et les membres d'ORDEN. Nous sommes d'accord avec la recommandation de la Commission interaméricaine des droits de l'homme qui demande la dissolution d'ORDEN comme étant l'une des causes principales de la violence en secteur rural (4). D'une façon générale il faut se mettre d'accord sur les moyens efficaces d'empêcher les forces de sécurité de pratiquer des actes arbitraires et irréfléchis contre les classes populaires, et sur les ordres à leur transmettre pour qu'elles agissent de façon juste et proportionnée aux tâches à accomplir. Disperser des manifestations à la mitrailleuse n'est une façon ni juste ni proportionnée à l'objectif; cela ne correspond pas non plus aux techniques actuelles des pays civilisés.

Il faut également mettre un terme à toutes les arrestations illégales et respecter les délais fixés par la loi dans la procédure concernant les

(4) Cf. DIAL D 530 (NdT).

personnes arrêtées. Il est indispensable de clarifier la situation des disparus après leur arrestation par les forces de sécurité. Il faut respecter les détenus non seulement en supprimant toute forme de torture mais aussi en leur accordant la protection des lois et l'attention qui leur est due.

De l'autre côté il faut aussi que cessent les opérations de guérilla et les actes de terrorisme dont le prix est la vie ou la liberté des citoyens. Même si la violence actuelle ne peut être considérée comme une riposte à la violence du terrorisme de gauche il ne fait aucun doute que cette dernière contribue à l'augmentation des ripostes violentes. Mais l'Etat ne peut justifier des mesures illégales en prétextant la subversion ou le terrorisme; il dispose de moyens propres d'action, prévus par la loi et il doit s'en tenir strictement aux dispositions légales.

2) La seconde mesure fondamentale à prendre est de favoriser une ouverture démocratique progressive. Celle-ci ne consiste pas seulement à garantir l'activité des partis politiques, actuels ou futurs, en respectant le droit à l'alternance au pouvoir; elle est essentiellement une ouverture à la participation active de toutes les forces sociales du pays pour apporter une solution aux problèmes nationaux.

Dans le cas concret, l'ouverture démocratique suppose que soient favorisées et légalisées les organisations populaires qui ne recourent pas à la violence comme moyen de lutte sociale et politique. Les forcer à la clandestinité ou à faire alliance avec les groupes terroristes serait une attitude d'infâmie politique. Autoriser, par contre, leurs activités conformément au cadre légal élargi, c'est contribuer pour une grande part à la pacification du pays. Elles sont maintenant une force dont l'importance ne peut ni ne doit être méconnue. Elles n'ont besoin que d'être canalisées. On doit dire la même chose de l'organisation syndicale qui, de façon véritable, autonome et démocratique, oeuvre en faveur des droits des ouvriers; la pourchasser ne peut que conduire à la violence.

L'ouverture suppose également que l'Armée adopte une position strictement démocratique. Il n'y a aucune raison de voir en elle le guide nécessaire des affaires de l'Etat. Sa mission fondamentale consiste à protéger l'intégrité territoriale et à faire respecter la volonté du peuple salvadorien exprimée dans les élections libres et non frauduleuses. Comme garante ultime de l'ordre public, l'Armée doit s'en tenir à la plus stricte légalité et ne pas s'arroger en pratique des attributions politiques qui, constitutionnellement, ne lui reviennent pas.

3) Parmi ceux qui peuvent favoriser le retour à l'état de droit et l'ouverture démocratique, on compte les forces économiques qui sont aujourd'hui responsables, en bien ou en mal, de tout ce qui se passe dans le pays. Seul, un aveuglement collectif peut les pousser à vouloir conserver des privilèges du passé et exercer des pressions intolérables sur la marche de l'Etat. Leur responsabilité est grande et importantes leurs possibilités d'influer sur le développement social, économique et politique.

### 3-3 Les mesures urgentes

Pour l'instant, le pays vit dans un climat particulièrement lourd et il est terrorisé par les événements du 8 mai dernier ainsi que par d'autres faits graves qui continuent de se produire. Il faut sortir le plus rapidement possible de ce traumatisme. Les questions en suspens sont le

sort des personnes disparues dont l'arrestation est niée par les forces de sécurité, et l'occupation des ambassades et de la cathédrale. C'est précisément l'arrestation arbitraire de cinq membres d'organisations populaires qui a déclenché des réactions aboutissant, d'une part, à la mort de quatre policiers et, d'autre part, à la manifestation du Bloc populaire révolutionnaire, à l'occupation des ambassades et à celle de la cathédrale avec la répression consécutive de la part de la Force publique. Seule, la mise en liberté immédiate des personnes enlevées ou leur comparution devant le juge compétent en cas d'indices de culpabilité, peut constituer une issue véritable au problème le plus urgent de l'heure. Si cela n'est pas fait dans l'immédiat, il faudrait en tout cas éviter de compliquer davantage encore la situation par des actes de violence de l'un ou l'autre signe.

#### 4- Considérations finales

Il est évident que la recherche de voies justes et réalistes ainsi que l'effort constructif pour arracher le pays à la crise grave dans laquelle il se trouve, sont une exigence éthique pour tous. Notre prise de position d'universitaires n'est qu'un modeste apport dans cet effort. Nous redisons, comme nous l'avons déjà exprimé en d'autres circonstances, que notre institution s'est engagée à travailler dans ce sens au niveau qui est le sien. Mais les tragédies récentes ne peuvent être passées sous silence sous prétexte de travaux complexes pour demain.

Les événements du 8 mai, comme point culminant d'un long processus de violence et de répression, constituent l'une des blessures les plus graves occasionnée dans ces dernières années à la vie de la nation et au peuple salvadorien. La répression sanglante et injustifiée d'une manifestation essentiellement pacifique montre ce qu'il peut en advenir d'un gouvernement qui perd son caractère fondamental de défenseur et promoteur du bien commun. Nous élevons notre protestation la plus énergique contre une façon de procéder aussi disproportionnée, indigne d'un pays civilisé, causant ainsi des dommages d'une gravité extrême dans la vie collective et la rendant plus difficile. Les vingt-trois cadavres, dont certains tués dans le dos, et les traces visibles de balles à l'intérieur de la cathédrale tirées par les forces de sécurité contre des hommes et des femmes pratiquement sans défense, obligent en conscience à exiger que de tels faits ne se reproduisent plus et que soient déterminées les responsabilités de ceux qui ont provoqué cette atteinte à la dignité humaine. Nous rejetons l'appel à la violence sanglante de la contestation comme manière de faire face à la situation. Mais par le fait même nous rejetons également la très grave violence pratiquée par ceux qui sont aujourd'hui les représentants de l'Etat salvadorien.

San Salvador, le 11 mai 1979

Note: Le Conseil supérieur universitaire est composé de vingt-deux membres représentant tous les secteurs de l'université. Cette déclaration a été approuvée à l'unanimité après six heures de délibérations.

## 2- APPEL DE MGR ROMERO (15 mai 1979)

### Introduction

Il est alarmant de constater l'accélération dans la gravité de la crise politique et économique du pays. A cette heure éclate un conflit entre le gouvernement et les organisations populaires qui affecte tous les secteurs de la population et même certains diplomates étrangers; il a provoqué un nombre élevé de victimes.

Les dimensions énormes prises par ce conflit provoqué par l'arrestation arbitraire de cinq dirigeants du Bloc populaire révolutionnaire, donnent la mesure du malaise considérable qui existe dans la population suite aux abus répétés des forces de sécurité qui retiennent les personnes arrêtées plus longtemps que ne le permet la loi ou qui les font tout simplement disparaître. Elles montrent surtout que le peuple n'est plus disposé à supporter plus longtemps les effets de la crise structurelle profonde qui affecte le pays.

Nous ne revenons pas sur les causes de cette crise car nous les avons déjà exposées à plusieurs reprises (1) et les plus hautes autorités de l'Université d'El Salvador et de l'Université d'Amérique centrale les ont analysées ces derniers jours. Ce qui nous préoccupe aujourd'hui c'est le fait que le gouvernement n'ait pu jusqu'à présent résoudre valablement ce conflit et la crise structurelle. Nous avons vu des répressions violentes, la menace de décrétation de l'état de siège, la dénonciation de plans subversifs, la manipulation des faits, etc. Toutes ces mesures tendent à occulter ou à repousser les problèmes mais pas à les régler. Plus encore, nous estimons que le gouvernement ne bénéficie plus actuellement du soutien populaire suffisant ni de l'autorité morale lui permettant à lui seul de mener à bien toute recherche de solution.

C'est pourquoi, étant donné que l'Eglise a pour mission d'être facteur d'unité et de paix entre les hommes, et puisque cette unité et cette paix ne peuvent s'édifier que sur la vérité et la justice, nous nous voyons dans l'obligation de faire les propositions, offres et demandes suivantes à tous les secteurs sociaux du pays.

### Propositions

#### 1) Au sujet du conflit en cours entre le gouvernement et le BPR

a) Nous insistons pour dire que la seule manière juste et raisonnable de le régler, c'est que le gouvernement reconnaisse que des subalternes ont commis des abus en retenant illégalement ou en assassinant trois dirigeants du BPR (2) qui n'ont été ni traduits en jugement ni remis en liberté; et qu'il sanctionne les responsables de cette atteinte aux droits de l'homme conformément à la loi.

Il ne suffit pas que le gouvernement continue de nier qu'ils soient dans les prisons des forces de sécurité. Il y a suffisamment de raisons de croire que les trois personnes ont été enlevées par celles-ci. D'autres cas similaires ont fait l'objet d'enquêtes, de preuves et de dénonciations par des organisations internationales venues enquêter sur ce ty-

(1) Cf. en particulier D 438 et D 485 (NdT).

(2) La prise d'otage de l'ambassade de France depuis le 4 mai avait pour objectif la libération des cinq membres du BPR arrêtés à l'occasion du 1er mai. Deux devaient effectivement être libérés. Pour les trois autres, le gouvernement nie les détenir. D'où la plausibilité de leur assassinat (NdT).



pe de violences. Nier que ces dirigeants aient été arrêtés c'est augmenter davantage encore la méfiance populaire et le discrédit international. Admettre la faute et punir les coupables seraient le signe d'une volonté de règlement des graves problèmes de notre patrie et un moyen de bénéficier de crédibilité pour pouvoir le faire.

b) Au cas où le gouvernement fasse fausse route en continuant injustement à ne pas reconnaître cet abus de pouvoir, nous proposons aux dirigeants du BPR qu'ils mettent un terme à ce conflit dans un délai rapproché. Ils ont atteint les objectifs qu'ils s'étaient fixés en faisant jouer les pressions de ces derniers jours: ils ont obtenu la libération de leur secrétaire général et de l'étudiant de l'Université d'Amérique centrale; ils ont réussi à faire savoir au plan national et international que les forces de sécurité ont fait "disparaître" trois autres personnes arrêtées; ils ont reçu le soutien et la solidarité des milliers de personnes qui ont accompagné l'enterrement des victimes du 8 mai.

Si le gouvernement ne cède pas en inculpant ou en libérant les trois dirigeants qui manquent, c'est probablement parce qu'il craint quelque chose de fatal. De cela la majorité du peuple est désormais au courant et en est convaincue.

Il y a d'autres raisons à caractère populaire et humanitaire qui doivent les amener à ne pas faire preuve d'intransigeance, mais de capacité de réflexion et du sens des responsabilités en mettant un terme aux incendies de bus, aux occupations d'églises et d'ambassades, etc. Nous devons créer un climat propice à l'étude et à la solution des problèmes structurels qui sont à la racine du malaise grandissant de la population. Le peuple, en particulier les gens non conscients et non organisés, n'est pas d'accord avec les incendies de bus car cela va contre ses intérêts. Les personnes que vous retenez dans les ambassades ont besoin de retrouver leur liberté et, pour certaines d'entre elles, de se remettre de la tension qu'elles ont connue ces jours-ci. Pour nous, le fait que la cathédrale et d'autres églises soient occupées est un obstacle à la poursuite du travail pastoral au bénéfice du peuple.

Continuer les occupations d'édifices et l'agitation dans le pays nous semble disproportionné par rapport aux objectifs qui vous restent à atteindre. Nous ne vous approuvons pas.

c) Aux envoyés spéciaux des gouvernements français et vénézuélien nous nous permettons de suggérer qu'ils entrent directement en dialogue avec la commission de négociation. Nous espérons que, dans le dialogue, les deux parties seront raisonnables et collaboreront en vue d'un règlement rapide des occupations.

## 2) Au sujet de la crise structurelle du pays

Nous proposons aux différents secteurs sociaux, organisations et institutions qu'ils se prononcent en présentant brièvement, objectivement et sans passion:

- a) le jugement qu'ils portent sur la situation d'El Salvador;
- b) les propositions concrètes et réalistes qu'ils suggèrent concernant les voies et les moyens de résoudre efficacement la crise;
- c) les offres généreuses qu'ils font en fonction de leurs capacités et de leurs intérêts pour parvenir à une solution.

Nous suggérons que, suite aux prises de position des différents groupes intéressés à une solution conjointe de la crise, il soit procédé à l'examen des coïncidences et des divergences, de points de vue. Que les coïncidences servent de point de départ pour le travail et que s'ouvre un dialogue public ou privé (selon ce qu'on considérera comme plus efficace) pour discuter sur les points d'accord.

### Offres

Pour notre part, voici ce que nous offrons en plus de cet appel et de notre prière pour la solution des problèmes.

#### 1) Au sujet du conflit entre le gouvernement et le BPR

Nous avons déjà proposé les locaux de l'archevêché comme siège des discussions entre la commission de négociation et les envoyés spéciaux des gouvernements français et vénézuélien.

Nous avons également fait connaître notre disposition à intervenir comme médiateurs, si tant est que les parties le demandent. Jusqu'à présent notre intervention a été sollicitée par l'envoyé spécial de la France et par l'ambassadeur de Venezuela, mais le BPR ne l'a pas acceptée.

Quant aux trois personnes arrêtées qui n'ont encore été ni inculpées ni remises en liberté, l'Eglise continuera de s'inquiéter de leur sort comme elle l'a fait pour les 122 autres disparus. Nous espérons que ces arrestations illégales qui ont provoqué les conflits actuels ne se répéteront pas.

#### 2) Au sujet de la crise structurelle

Nous offrons les moyens d'information dont dispose l'archevêché (Radio Y.S.A.X. et l'hebdomadaire Orientación) pour faire connaître les différents points de vue, sous réserve qu'ils ne soient pas agressifs et qu'ils visent à clarifier et à régler les problèmes en suspens.

### Demandes

Pour que ce dialogue national puisse être mené à bien nous demandons:

- au gouvernement, qu'il laisse à tous les secteurs sociaux du pays la liberté de se manifester et d'être écoutés;
- aux moyens d'information, qu'ils collaborent en donnant à tous la possibilité d'exprimer leurs points de vue.

Nous sommes convaincus que la collaboration généreuse de tous permettra de résoudre la situation conflictuelle du pays. Pour finir, nous lançons un appel à tous et à chacun pour qu'ils apportent leur collaboration dans la recherche des solutions, et nous demandons aux chrétiens de prier pour cela par l'intercession de la Vierge Marie.

-----  
(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)  
-----

Abonnement annuel: France 170 F - Etranger 200 F (par voie normale)

Directeur de publication: Charles ANTOINE

Imprimerie CCFD.

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441